

Roxana Maracineanu face à la colère du monde du sport français

Après le virulent courrier adressé jeudi par les conseillers techniques et sportifs à la ministre des sports Roxana Maracineanu, l'intersyndicale Jeunesse et Sports lui suggère de démissionner et des parlementaires s'inquiètent.

20/04/2019 à 17:52

Tous sports



La ministre des Sports, Roxana Maracineanu, fait face à une vague de colère des agents du ministère à propos de la réforme en cours sur les CTS et la nouvelle gouvernance (F.Séguin/L'Équipe)

« *Maracineanu devrait démissionner* ». Ainsi commence le communiqué de l'intersyndicale Jeunesse et Sports, daté de jeudi, qui a rencontré la ministre Roxana Maracineanu lundi et mardi lors d'un comité technique

ministériel. Plus tôt dans l'après-midi, un collectif d'un millier de conseillers techniques et sportifs (CTS) et de personnel technique et pédagogique, avait déjà adressé à la ministre une [lettre ouverte](#) lui réclamant de renoncer à la réforme en cours.

« Les plans de réforme successifs de l'État ont fortement mis à mal le ministère des Sports en réduisant ses effectifs de 8 000 en 2008 à 4 500 en 2018 et ce sont 1 600 postes de conseillers techniques et sportifs (CTS) qui doivent disparaître d'ici à 2025 », écrivent les représentants des syndicats.

Ils font référence à une [« note blanche » du ministère des Sports](#) qui prévoit le détachement de 50 % des CTS d'ici 2025 aux fédérations. *« Comment la ministre peut-elle penser faire vivre son ministère avec un corps de personnel technique et pédagogique qu'elle a annoncé en voie d'extinction »,* poursuivent-ils.

Rassemblement prévu le 23 avril devant le CNOSF

La situation inquiète également les parlementaires. Deux d'entre eux, le député socialiste de la Loire Régis Juanico (Génération.s) et le sénateur (Parti socialiste) de la Creuse Jean-Jacques Lozach demandent à la ministre *« un moratoire sur la réforme du statut des conseillers techniques et sportifs pour apaiser la crise en cours et permettre de retisser les fils du dialogue avec les personnels »*.

« À quinze mois des Jeux de Tokyo, deux ans des Jeux d'hiver de Pékin et cinq ans avant les Jeux de Paris en France, ce n'est pas seulement l'ensemble d'une profession vouée au service public qui est ainsi déstabilisé mais bien le coeur du modèle sportif français », écrit le duo de parlementaires.

Interrogée sur la colère des agents de son ministère, jeudi lors d'une soirée organisée par le comité Paris 2024, la ministre a reconnu : *« C'est vrai que la transformation fait peur même si tout le monde sait, et eux (les CTS) les premiers, qu'elle est nécessaire. Pour nous, l'idée est de*

pouvoir déléguer la capacité des ressources humaines aux fédérations afin qu'elles puissent assumer pleinement les objectifs qu'on leur demande d'assumer ».

L'intersyndicale Jeunesse et Sports organisera mardi 23 avril un rassemblement devant le Comité national olympique et sportif français « *pour se faire entendre et échanger avec les élus du CNOSF* ».

R.P.